

Ce qui prouve que pendant les années 1872 et 1873, alors que l'honorable représentant de Victoria était au pouvoir, il a passé au Canada, pour se rendre aux Etats-Unis, 24,022 émigrants de plus que pendant les cinq années suivantes.

Mais quelle est la politique du gouvernement actuel au sujet de l'immigration ? On me dit que le ministre de l'agriculture et de l'immigration a abandonné le projet et aboli les agences d'immigration en Europe. Si tel est le cas, je déplore beaucoup ce qui est arrivé, parce que le moment est venu où nous pourrions profiter de la dépression qui existe en Angleterre parmi les fermiers et les induire à venir s'établir au Canada où ils peuvent acheter une terre pour le montant d'une année de loyer en Angleterre.

L'honorable représentant de Cardwell semble croire que la prospérité existe partout maintenant, même aux Etats-Unis. Je voudrais bien qu'il en fût ainsi. Mais l'honorable monsieur doit savoir qu'il y a actuellement, dans ce pays, des milliers d'ouvriers sans emploi ; qu'à Boston et dans d'autres villes de l'union américaine, il y a un demi-million d'hommes qui demandent du pain. L'intimité de nos relations commerciales avec les Etats-Unis fait naturellement supposer que nous devons nous ressentir de la panique financière qui règne dans tout ce grand pays. Je crois qu'aucun gouvernement ne peut faire renaître la prospérité à l'aide d'un tarif comme celui qu'on nous propose. Peut-on enrichir le peuple en taxant la grande majorité au profit du petit nombre ? Si les droits pesaient également sur tous, on pourrait croire que le gouvernement a agi avec bonne intention. Qui oserait dire, avec sincérité, que les cultivateurs ne paieront pas des droits plus élevés ? Et c'est la seule attention que le gouvernement ait eue pour eux. Et comment le ministère a-t-il agi à leur avantage ? Les droits n'ont-ils pas été élevés sur tous les articles qu'ils emploient ? Le gouvernement ne s'est pas plus occupé du journalier et du fabricant de bois qui sont, avec les cultivateurs, les producteurs les plus importants du pays.

Toutes les nations ont traversé des crises commerciales et les Etats-Unis ont été plus éprouvés que le Canada. Nous avons eu plusieurs années de prospérité pendant lesquelles les honorables messieurs de la droite auraient dû développer

les ressources du pays au lieu de se jeter, tête baissée, dans de grandes entreprises publiques ; de cette manière, la dette publique ne se serait pas tant accrue et nous ne ressentirions pas tant les embarras actuels. Nous avons eu la prospérité pendant et après la guerre civile américaine. Tout le surplus de nos produits se vendait à bon prix, la main-d'œuvre était très demandée, favorisée en outre par la manie du gouvernement de construire des chemins de fer. Plusieurs millions furent ainsi dépensés, ce qui fit croire au peuple qu'il était très riche ; mais ce n'était qu'une richesse imaginaire composée, en grande partie, d'argent emprunté. Dans la seule province d'Ontario, on dépensa \$20,000,000 pour de nouveaux chemins de fer dont les entrepreneurs obtinrent des primes et placèrent avantageusement leurs bons. Le système financier du pays était pourri jusqu'à la moëlle. Pendant deux ou trois saisons, les récoltes manquèrent en partie et la réaction se fit naturellement sentir. Cette réaction était produite par le fait que les gouvernements fédéral et local avaient à payer les intérêts de leurs emprunts. Le peuple demandait un changement et des milliers de gens se mirent dans la tête cette folle idée que le gouvernement pouvait les soulager. Pour ajouter à nos malheurs, les marchands en gros importèrent de grandes quantités énormes de marchandises pendant un grand nombre d'années, soit, quatre ou cinq ans, pour plus de \$100,000,000 de plus que les besoins du pays ne le demandaient. Des personnes sans responsabilité obtinrent des crédits sans limite ; les agents des marchands poussaient activement les ventes dans tout le pays ; des milliers de fils de cultivateurs quittèrent la campagne et, sans avoir aucune expérience, entrèrent dans le commerce ; le résultat fut la faillite. Les fonds de banqueroutes furent vendus au rabais par les syndics officiels et les marchands honnêtes furent, par là même, entraînés aussi dans la faillite.

Pendant les élections de l'automne dernier, les ministres actuels ont été accusés d'avoir dupé les électeurs et je crois qu'en effet, jamais il n'ont été plus trompés. En tout cas, dans les diverses parties du pays on expliquait la protection de manières différentes. La nature des discours dépendait de la position géographique des localités.